



SERGE PISAPIA LL.M., C.Med., C.Arb.
AVOCAT ■ MÉDIATEUR ET ARBITRE AGRÉÉ

CURRICULUM VITAE

RÉALISATIONS

Comités de règlement des différends (« Dispute Boards »)

2015 à ce jour

Président du comité de règlement des différends (« *Standby Committee* ») (avec une comptable agréée et un ingénieur) mis en place par Travaux publics et services gouvernementaux Canada et le consortium *Groupe Signature sur le Saint-Laurent* chargé du design et de la construction du projet (5G\$) du nouveau pont Samuel-De Champlain sur le corridor du Saint-Laurent.

2023 à 2030

Président du comité permanent de règlement des différends (avec un avocat et une ingénieure) mis en place par le Ministère du Transport et de la Mobilité durable et le Groupe Nouveau Pont Île-aux-Tourtes composé des firmes Dragados Canada, Construction Demathieu & Bard (CDB) et Roxboro Excavation pour le contrat de conception-construction-financement (2,3G \$) relatif à la reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil-Dorion et Senneville.

2023 à 2025

Membre unique du Comité de règlement des différends mis en place par la Société de transport de Laval (STL) et l'entrepreneur Tisseur Inc. pour toute la durée de l'exécution de la phase 4 des travaux d'agrandissement et de réaménagement du centre des opérations de la STL (158M\$).

2022 à 2028

Président du « *Comité permanent d'arbitrage des différends* » (avec 2 ingénieurs) mis en place par la Ville de Montréal et Pomerleau Inc. pour le projet de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.

2022 à 2026

Président du « *Project Dispute Resolution Board* » (avec un ingénieur et un comptable agréé) mis en place par Recyclage Carbone Varennes, consortium composé de Enerkem, Shell, Suncor et Proman, pour la construction de son usine de production d'hydrogène vert (875M\$) à Varennes.

Intervenant-expert (« adjudication »)

Fait partie du répertoire des 25 intervenants-experts accrédités par l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ) à travers le Québec afin d'intervenir sur les contrats de construction publics choisis par le Conseil du trésor.

1. A agi dans le cadre d'une demande d'intervention entre un entrepreneur-général et un donneur d'ouvrage relativement à la détermination du « per diem » à être appliqué pour une demande de compensation de frais de retard.
2. Est intervenu dans le cadre d'une demande d'intervention entre un entrepreneur-général et un donneur d'ouvrage relativement au droit de ce dernier d'exiger un crédit de 300K\$ pour l'annulation d'une membrane pare-vapeur.
3. Demande d'intervention entre un entrepreneur-général et un donneur d'ouvrage relativement à une réclamation de 800K \$ pour conditions hivernales supplémentaires résultant d'un délai dans les travaux de fondations.

« *Expert Determination* »

Différend de nature déclaratoire entre le Constructeur et le Partenaire Privé relativement à la performance énergétique d'un centre hospitalier d'une valeur de 1,6G \$ réalisé en mode PPP.

« *Partnering* »

Membre d'une équipe de trois facilitateurs engagés dans le processus de *partnering* mis en œuvre sur une des phases de la restauration des édifices du Parlement, à Ottawa.

Médiateur de projet

2023 à 2026 : Projet de réfection du tunnel Louis-Hyppolite-La Fontaine (2,5G \$) du Ministère des Transports et de la Mobilité Durable réalisé en mode conception-construction-financement par le groupe Renouveau La Fontaine composé des firmes Pomerleau, Eurovia Infra et Dodin Campenon Bernard SAS.

2022 : trois projets de construction d'une valeur globale de 115M\$ réalisés en parallèle par un entrepreneur-général pour le compte d'une ville.

2019 : Projet de construction à forfait d'un bâtiment de 30M\$ par une société de la couronne fédérale.

2015 : Médiateur de projet désigné par un entrepreneur-général et une coopérative d'habitation pour la construction d'un complexe d'habitations d'une valeur approximative de 15M\$;

2012 : Médiateur de projet pour la construction d'un nouvel immeuble de 130 logements d'une valeur de 13M \$ réalisé en mode forfaitaire par un entrepreneur général pour le compte d'un OBNL communautaire à Montréal.

Facilitation-expertise

Design et gestion, avec un ingénieur expert, d'un processus hybride de facilitation et d'expertise menant à une opinion exécutoire intérimaire relativement à une réclamation pour frais de retard de 13M \$ réalisé au cours de l'exécution d'un contrat de 100M \$ faisant partie d'un grand projet public d'infrastructure énergétique de plusieurs milliards de dollars au Québec.

Médiations

1. Différends relativement au paiement du solde contractuel et de multiples demandes de travaux supplémentaires et réclamations liées au retard dont totalisant 30M\$ en demande et une pénalité pour

retard de 30M\$ en défense entre un entrepreneur-général, sa caution, une ville et ses professionnels, relativement à la construction d'un centre sportif.

2. Réclamation de 15M\$ pour perte de productivité et coûts additionnels liés aux conditions de sol rencontrées lors de l'extension d'un réseau de distribution de gaz naturel sur 53 kilomètres.
3. Différends d'une valeur de 15M\$ entre un entrepreneur-général et une société de transport métropolitaine et ses ingénieurs-conseils relativement à des travaux de construction d'un puits de ventilation de métro.
4. Médiation multipartite de 6 litiges (13M\$) entre une ville, un entrepreneur-général et sa caution, un sous-traitant spécialisé et sa caution, les ingénieurs concepteurs et 3 assureurs chantier et responsabilité du fabricant relativement à un système d'épuration
5. Différend de 12M\$, opposant une entreprise de construction et une ville, relativement à des changements et frais de retard résultant de la construction, en mode design-construction, d'un centre sportif.
6. Médiation multipartite de différends (11M\$) entre l'entrepreneur-général, le donneur d'ouvrage et ses professionnels relativement à la construction des nouveaux paddocks du Grand Prix de la formule 1 à Montréal.
7. Médiation en vidéoconférence impliquant 8 parties représentées par une vingtaine de participants, en règlement de 3 litiges (10M\$) impliquant un entrepreneur général, 3 de ses sous-traitants, la caution d'un de ceux-ci, le donneur d'ouvrage public et ses architectes et ingénieurs en mécanique-électricité.
8. Réclamations croisées totalisant 10M\$ entre un entrepreneur général, son sous-traitant d'acier et ses propres sous-sous-traitant et ingénieurs concepteurs relativement aux opérations de lancement d'un pont en acier faisant partie d'un projet d'autoroute.
9. Réclamations d'un grand donneur d'ouvrage québécois totalisant 10M\$ contre une firme mondiale d'ingénieurs-conseils pour dommages résultant de plans et devis de structure défectueux encourus pendant la construction d'un centre hospitalier dans la région de Québec.
10. Deux médiations pour des différends liés à des retards et pertes de productivité totalisant une dizaine de millions \$ entre deux sous-traitants et un donneur d'ouvrage public relativement à un projet de bâtiment à vocation culturelle réalisé en mode de gestion de projet.
11. Deux litiges (8M \$) opposant une ville et un entrepreneur général suite à la construction d'un bâtiment à vocation culturelle et d'un édifice patrimonial.
12. Différend de 8M\$ résultant d'une entente de services professionnels d'une valeur de 115M\$ entre une firme d'architectes et un constructeur d'un mégacentre hospitalier universitaire à Montréal.
13. Réclamations réciproques (6M\$) entre un sous-traitant en démolition et un entrepreneur-général relativement aux travaux de reconstruction d'un pont à Montréal.
14. Litige de 5M\$ impliquant une entrepreneur-général, un CEGEP et 5 mises en cause depuis 6 ans relativement à des frais de retard résultant des travaux d'agrandissement et de rénovation d'un bâtiment existant

15. Réclamations pour solde contractuel, travaux supplémentaires et coûts d'impact (4.5M\$) d'un entrepreneur-général et son sous-traitant contre une ville relativement à des travaux de réaménagement d'un hôtel de ville.
16. Litiges (4M\$) impliquant 9 parties (3 sous-traitants, un entrepreneur-général, une ville et 4 firmes de professionnels et leurs assureurs-responsabilité) en réclamations de soldes contractuels, travaux supplémentaires, frais et pénalités de retard en lien avec la construction d'un aréna sportif.
17. Différend (4M \$) opposant un entrepreneur général et un propriétaire privé résultant de la construction d'un hôtel de luxe.
18. Demande d'honoraires professionnels (3.7M\$) d'une firme d'ingénieurs à l'endroit d'une ville pour des travaux de conception et surveillance d'un ouvrage de génie civil à Montréal.
19. Réclamation de 3.5M\$ d'un entrepreneur-général contre un ministère fédéral relativement à des travaux additionnels et des frais d'impact encourus lors de la construction d'un hôpital pour vétérans.
20. Réclamations pour frais de retard totalisant 3M\$ de la part d'un entrepreneur-général et son sous-traitant en coffrages contre une société d'habitation municipale relativement à un projet à vocation culturelle réalisé en mode accéléré de gestion.
21. Deux (2) différends d'une valeur totale de 3M\$ opposant un syndicat de copropriétaires et un promoteur d'une part et ce même promoteur et son entrepreneur-général et ses professionnels d'autre part pour vices de construction.
22. Médiation en vidéoconférence de multiples réclamations (3M\$) d'un entrepreneur-général à l'encontre d'un donneur d'ouvrage semi-public en lien avec la construction d'un projet d'habitations.
23. Différend (3M\$) entre une ville et un ministère québécois relativement à la réfection d'un ponceau en urgence sous l'autoroute transcanadienne.
24. Litige de 2.5 M \$ opposant un fabricant de structure d'acier et son sous-traitant en érection résultant de travaux supplémentaires, pertes de productivité et frais de prolongation encourus lors de l'installation de mégafermes composant la structure d'un centre de congrès dans le Centre-ville de Montréal.
25. Multiples réclamations totalisant 2.3M \$ entre un promoteur immobilier et un entrepreneur-général relativement à des déficiences et retard d'exécution dans la construction d'un centre d'achats dans la région de Montréal.
26. Conflit entre un entrepreneur-général et un donneur d'ouvrage public relativement à une réclamation de 2M \$ pour travaux supplémentaires et frais de retard résultant de l'exécution d'un contrat de réaménagement d'un bâtiment institutionnel à Montréal.
27. Litige de 2M \$ multipartite impliquant un sous-traitant, un entrepreneur-général, une commission scolaire, une ville et leurs assureurs respectifs relativement à la construction d'une piste d'athlétisme.
28. Entre une société immobilière, une firme de génie-construction et trois entrepreneurs généraux relativement à un litige de 2M \$ résultant de travaux de revêtement et pavage des stationnements intérieurs de deux édifices du centre-ville de Montréal.
29. En cours de projet d'agrandissement d'une usine d'eau potable en opération, relativement à une liste de sujets contentieux (2M\$) non réglés entre un entrepreneur-général et une ville.

30. Diverses réclamations totalisant 1.9M\$ entre un entrepreneur-général et une ville relativement à des travaux de construction d'un viaduct.
31. Entre un entrepreneur général et un propriétaire parapublic afin de résoudre leur conflit (1.9M \$) relatif à des travaux de consolidation de façade d'un édifice à bureaux du centre-ville de Montréal.
32. Litige (1.5M\$) entre un syndicat de copropriétaires, le promoteur d'un projet d'habitations, son architecte et leurs assureurs respectifs pour vices de construction affectant l'enveloppe du bâtiment.
33. Plusieurs différends totalisant 1.5M\$ entre un entrepreneur-général et une commission scolaire suite à la construction de deux nouvelles écoles.
34. Entre un entrepreneur-général et une ville relativement à un différend (1.5M\$) composé de réclamations pour travaux additionnels et des frais de retard encourus sur un projet d'agrandissement et de rénovation d'un aréna sportif.
35. Entre un entrepreneur général et un donneur d'ouvrage public relativement à une réclamation de 1.4 M \$ résultant de frais de retard dans la réalisation d'un projet hospitalier.
36. Entre un entrepreneur-général et un corps public relativement à une réclamation de 1.3M \$ pour travaux supplémentaires et frais de retard résultant de la construction d'un nouvel édifice institutionnel à Montréal
37. Entre un consortium chargé de la réalisation d'un projet d'autoroutes et de ponts de 4B\$ et son sous-traitant pour l'érection d'un pont relativement à un différend de 1.2M\$.
38. Différends totalisant 1.3 M\$ entre un entrepreneur-général, son sous-traitant en excavation et un promoteur immobilier relativement à un projet de condominiums de luxe dans le centre-ville de Montréal.
39. Médiation multipartite relativement à un litige de 1.2 M\$ résultant d'un incendie dans une résidence.
40. Entre un entrepreneur en mécanique industrielle et une multinationale industrielle relativement à un différend de plus de 1M\$ résultant de travaux réalisés à temps et matériel sur un projet de sables bitumineux en Alberta.
41. Réclamations pour travaux supplémentaires au montant de 1M\$ d'un fournisseur et sous-traitant contre une firme de montage de structures d'acier relativement à la rénovation d'un pont.
42. Réclamation (1M\$) contre un assureur-responsabilité professionnelle relativement au design défectueux d'une structure de béton servant comme équipement de traitement environnemental.
43. Entre une firme créatrice d'évènements et de projets spéciaux et son entrepreneur et professionnel relativement à une installation dans un hôpital.
44. Différend de 1M\$ entre une société de la couronne fédérale et un entrepreneur-général et son sous-traitant relativement à des travaux de réfection de façade d'un bâtiment militaire.
45. Différend (1M\$) entre un sous-traitant et le consortium chargé de construire un hôpital universitaire en mode PPP à Montréal.

46. Réclamations respectives totalisant 1M\$ entre un entrepreneur-général et une commission scolaire relativement au retard dans le parachèvement des travaux d'un centre sportif dans Lanaudière.
47. Entre un entrepreneur général et un CEGEP à Montréal relativement à un différend (600K\$) résultant d'une réclamation pour frais de retard ainsi qu'une réclamation d'un sous-traitant pour des travaux supplémentaires et des frais d'impact
48. Différend (500K\$) entre un entrepreneur-général et son sous-traitant en démolition relativement à la portée de travaux de désamiantage dans un CHSLD de Laval.
49. Réclamation (500K\$) d'un entrepreneur-général contre une coopérative communautaire pour frais de retard dans la construction d'un centre communautaire d'une valeur de 5M\$ dans la région de Gatineau.
50. Différend (500K\$) entre un entrepreneur-général et une Ville relié à l'exécution des travaux de construction de son nouvel Hôtel de ville. Le différend portait sur certains changements apportés au contrat de même que sur leur impact sur l'échéancier et le prix du contrat.
51. Différend (500K \$) entre un grand donneur d'ouvrage public québécois et un entrepreneur relativement à des travaux de finition dans un projet d'infrastructure de la Baie James.
52. Entre les administrateurs d'un syndicat de copropriété et leur assureur relativement à une réclamation (450K \$) suite à un sinistre par le feu.
53. Réclamation (400K \$) pour perte de productivité et travaux supplémentaires d'un entrepreneur-général contre un ministère fédéral suite à des travaux de réfection d'un quai maritime dans le Vieux-Montréal.
54. Litige de 350K \$ entre un grossiste de fruits de mer et une entreprise en réfrigération relativement à des vices de design et d'installation d'un système complexe de réfrigération.
55. Deux (2) différends totalisant 330K \$ entre l'entrepreneur-général et le donneur d'ouvrage relativement à la réfection du pont Macdonald-Cartier entre Ottawa et Gatineau.
56. Réclamation pour coûts d'impact et perte de productivité (250K\$) d'un entrepreneur électricien à l'encontre d'un donneur d'ouvrage public relativement à des travaux de rénovation à l'intérieur d'un centre de détention de Montréal.
57. Différend (250K\$) entre un entrepreneur-général et un Cegep relativement à des frais de retard résultant des travaux de rénovation (4M\$) d'une salle de spectacle.
58. Entre un réseau de transport, ses professionnels et l'entrepreneur général relativement à des déficiences évaluées à approximativement 200 K \$ en lien avec des travaux de chemin de fer.
59. Conflit entre deux actionnaires d'une entreprise de construction et la compagnie de cautionnement de cette dernière.
60. Entre un fournisseur de services professionnels de gestion de projet et un musée relativement à des services additionnels de 200K\$ réclamés suite à des changements et une prolongation du projet.
61. Réclamation (200K\$) d'une firme de génie-conseil contre le Ministère des Affaires Étrangères du Canada pour des travaux additionnels de design relativement à la construction d'une ambassade canadienne.

62. Réclamation (200K\$) pour frais de retard d'un entrepreneur en maçonnerie contre un donneur d'ouvrage public relativement aux travaux de réfection de l'entrée principale d'un centre de détention à Montréal.
63. Différend opposant un entrepreneur-général à donneur d'ouvrage public du gouvernement québécois relativement à des frais de retard encourus dans un projet de rénovation de prison à St-Jérôme, Québec.
64. Conflit résultant d'un contrat de type clé en mains entre un entrepreneur général et un maître d'ouvrage public relativement à la construction d'installations aéroportuaires dans le Grand Nord québécois.
65. Entre une firme d'ingénierie-construction et un donneur d'ouvrage institutionnel, à Montréal, dans la négociation d'une réclamation en remboursement de frais supplémentaires encourus par le constructeur, suite à un retard dans le parachèvement d'un projet de structure souterraine d'une valeur approximative de 15M \$.

Arbitrages

En tant que membre d'un panel de trois arbitres

1. Président d'un panel choisi par l'Honorable Clément Gascon, juge de la Cour suprême du Canada à la retraite et l'Honorable Paul Vézina, juge de la Cour d'appel du Québec à la retraite, pour trancher un différend de plusieurs dizaines de millions suite à la résiliation du contrat d'un entrepreneur général par un important donneur d'ouvrage public.
2. Arbitre désigné sur un panel présidé par l'Honorable Clément Gascon, juge de la Cour suprême du Canada à la retraite, relativement à un différend de plusieurs millions de dollars en lien avec un projet de condominiums privés.
3. Arbitre désigné par le consortium constructeur d'une autoroute en mode PPP dans la région de Montréal pour trancher une réclamation de 3.5 M \$ d'un sous-traitant (règlement pendant le processus).
4. Arbitre désigné par une firme de génie-conseil relativement à un différend de 3M\$ avec un entrepreneur spécialisé en lien avec un contrat pour services professionnels pour des travaux de revitalisation d'une usine en Ontario.
5. Président du tribunal arbitral relativement à un différend de 900 K\$ entre un entrepreneur et une société de la couronne fédérale relativement à des changements apportés dans la construction d'un bâtiment réalisé en mode design-build.
6. Arbitre désigné par le propriétaire pour une requête pour dommages résultant de vices de construction (250K\$) par une OBNL propriétaire contre le développeur et le constructeur d'une tour d'habitations communautaire (règlement pendant le processus).
7. Président d'un tribunal arbitral appelé à décider de la destitution d'un gestionnaire d'une copropriété.

En tant qu'arbitre unique

8. Réclamations totalisant 4M\$ d'un entrepreneur spécialisé en électromécanique à l'encontre d'un entrepreneur-général ayant réalisé des travaux en *design build* pour la construction du nouveau siège social d'un radiodiffuseur public d'une valeur d'un milliard de dollars.

9. Différend de 2.5 M\$ entre un entrepreneur spécialisé en travaux maritimes et un entrepreneur-général spécialisé en environnement en lien avec un projet de décontamination réalisé en entreprise conjointe sur le site d'une aciérie sur la Côte-Nord.
10. Deux (2) **médiations-arbitrage** (*Med/Arb*) pour des différends de 1M\$ et 4.5M\$ entre des sous-traitants et le consortium chargé de la construction, en mode PPP, d'un hôpital universitaire à Montréal.
11. Différend de 2M\$ relativement à des frais de retard opposant un entrepreneur-général et une coopérative d'habitation.
12. Différend entre un consortium et un donneur d'ouvrage public relativement au mécanisme de paiement des services prévu à leur entente PPP en lien avec un centre de recherche hospitalier universitaire à Montréal.
13. Différend opposant un consortium et un donneur d'ouvrage public relativement à la conformité de certains travaux de sécurité au programme des besoins de leur entente en PPP pour la construction d'un centre de détention.
14. Demande de nature déclaratoire sur la nature et la portée d'un contrat pour services professionnels de 12M \$ entre une grande firme de génie-conseil québécoise et une ville relativement aux travaux d'agrandissement et de rénovation d'une usine de traitement d'eau d'une valeur de 80M\$.
15. Retenu par un groupe de Caisses populaires pour décider de la couverture d'une perte en fonction de leur convention de partage de risques.
16. Réclamations totalisant 2M\$ résultant d'une entente de coentreprise entre deux entrepreneurs spécialisés ayant effectué des travaux de réfection d'un pont.
17. Réclamation de 1,5M \$ en cours de projet relativement aux conditions de sols entre un concepteur-constructeur, un donneur d'ouvrage public et une firme spécialisée en géotechnique.
18. Réclamations totalisant 1.5 M\$ entre un fabricant d'acier et un entrepreneur spécialisé relativement à des travaux de recouvrement de peinture de vannes installées sur un barrage en Colombie-Britannique.
19. Réclamation de 1.5 M \$ d'un entrepreneur contre une ville suite à des travaux d'égouts et aqueduc.
20. Réclamation de 1.5 M \$ pour solde contractuel et dommages d'un fournisseur contre une usine de fabrication de produits du bois;
21. Différend d'une valeur de 1.5M \$ entre un sous-traitant et un entrepreneur-général relativement à des travaux exécutés sur un projet minier
22. Différend d'une valeur de 1.3 M \$ entre un entrepreneur-général et un donneur d'ouvrage public relativement aux frais directs et indirects de disposition des sols contaminés sur un projet d'agrandissement d'un garage d'autobus d'une valeur de 13 M \$ dans la région métropolitaine de Montréal. Le processus, entamé en cours d'exécution des travaux du projet, a été réalisé en deux phases sur une période de deux ans. La première phase, comprenant deux jours d'audience, portait sur le bien-fondé alors que la deuxième, d'une durée de quatre jours d'audience, portait sur le quantum.
23. Différend d'une valeur de 1.2 M \$ entre un entrepreneur-général et un développeur privé relativement à des travaux supplémentaires et des demandes de crédit réclamés de part et d'autre suite à la

conversion en résidences d'un édifice à bureaux à Montréal. Règlement à l'amiable intervenu après une vingtaine de jours d'audience et de multiples requêtes préliminaires.

24. Différend de 1M\$ entre des assurés et leur assureur quant à la détermination de la valeur du sinistre suite à un incendie dans un bâtiment.
25. Différend de 900K\$ suite à la résiliation, par l'entrepreneur-général, de son sous- contrat avec son sous-traitant en démolition relativement à un projet de reconstruction d'un pont à Montréal.
26. Différend de 900K\$ entre un entrepreneur spécialisé et un maître d'ouvrage public relativement à l'interprétation d'une allocation monétaire et à la portée des travaux contractuels sur un projet de bâtiment réalisé en gérance de construction (CCDC 17)
27. Réclamation de 500K\$ d'un sous-traitant contre un entrepreneur-général pour perte de productivité et travaux supplémentaires résultant de conditions de sols.
28. Différend de 350K\$ entre copropriétaires relativement au remboursement des dommages occasionnés par un incendie dans leur résidence.
29. Réclamation d'un donneur d'ouvrage industriel de 400 000 \$ en dommages résultant d'un vice de construction contre l'entrepreneur-général ayant construit son usine alimentaire.
30. Demande d'indemnité additionnelle de près de 300 000 \$ de la part d'assurés contre leur assureur suite à une inondation de leur résidence.
31. Différend de 273 000 \$ entre un entrepreneur-général et une Ville relativement à des conditions de sols rencontrés dans le cours de l'exécution de travaux de conduites d'égouts et aqueduc. Audition de six jours en Abitibi et à Québec.
32. Différend de 250 000 \$ entre un exploitant de ressources naturelles et une entité publique relativement au recouvrement de certains frais d'opération. Audience de 2 jours.
33. Réclamation de 156 000 \$ d'un entrepreneur couvreur contre un donneur d'ouvrage du gouvernement fédéral relativement à l'interprétation de la portée des travaux contractuels d'un projet de réfection de couverture d'un bâtiment en Mauricie. Audience de deux jours.
34. Différend de 173 000 \$ entre un entrepreneur spécialisé en mécanique du bâtiment et une société paramunicipale relativement à l'interprétation d'une clause pour allocations monétaires dans un contrat de construction de type CCDC17 relativement à un projet d'immeuble dans le centre-ville de Montréal.
35. Différend de 150 000 \$ entre un entrepreneur spécialisé en coffrages de béton et un groupe hôtelier relativement à la portée des travaux contractuels de la structure de béton d'un hôtel de 22 étages dans le centre-ville de Montréal. Audition d'une journée en anglais.
36. Bien-fondé seulement d'une demande de compensation supplémentaire d'un entrepreneur-général relativement aux conditions du sous-sol rencontrées lors de l'exécution des travaux de renaturalisation d'une rivière dans un parc fédéral à Québec. Audition de deux jours.
37. Litige de 100K\$ entre des propriétaires et un entrepreneur-général relativement aux travaux de rénovation de leur résidence à Montréal.

38. Réclamation au montant de 43 000 \$ d'un entrepreneur-général contre une ville des Cantons de l'Est relativement aux conditions du sous-sol rencontrées lors de ses travaux d'installation de conduites d'égouts et d'aqueduc. Audition d'une journée.
39. Action de 43 000 \$ pour solde contractuel impayé et en dommages pour résiliation de contrat entre un installateur et le manufacturier de cabanons préfabriqués dans la région métropolitaine de Montréal. Audition de deux jours.
40. Action sur compte d'un entrepreneur-général (25K\$) et demande reconventionnelle (90K\$) du client suite à des travaux de construction résidentielle.
41. Litige de 43 000 \$ entre un entrepreneur-général et une Ville pour coûts supplémentaires résultant du type de roc rencontré dans des travaux de pose de conduites d'égout sanitaire.
42. Action en remboursement de prêts totalisant 55 000 \$ entre actionnaires. Audition d'une journée en anglais à Montréal.
43. Arbitrage des évaluations contradictoires des experts de chaque partie à un contrat d'assurance automobile quant à la valeur d'un véhicule sinistré.
44. Deux (2) arbitrages prévus au programme de Garantie des Maisons neuves.

Expertises :

1. Membre du comité aviseur de l'IMAQ qui conseille le Secrétariat du conseil du trésor du Québec dans l'élaboration et la mise en œuvre de son projet-pilote (A.M. 2018-01), prolongé par le projet de loi 66 sur l'accélération des projets d'infrastructure, et établissant le mode d'intervenant-expert (« *adjudication* ») dans le règlement en cours de travaux sur près de 200 projets de construction publics.
2. Conseille une grande firme de génie-construction et prépare son dossier en vue d'une médiation devant avoir lieu avec un donneur d'ouvrage public relativement au contentieux d'une valeur de près de 20M \$ résultant de la construction, en mode design-construction, d'un bâtiment institutionnel d'une valeur de 200M \$, à Montréal.
3. Conseille une importante firme de génie-construction dans la préparation d'une réclamation résultant de la construction d'un projet de bâtiments à vocation, mixte publique et privée, d'une valeur de 100 M \$ à Montréal.
4. Conseille le Cégep Marie-Victorin dans sa gestion du projet de construction d'un centre sportif d'une valeur de 17 M \$ en mode design-construction.
5. Effectue la vérification, pour le compte de Voisey's Bay Nickel Company et de SNC-Lavalin Inc., des coûts d'un contrat (250M \$) pour des travaux de génie civil au projet de mine d'extraction de nickel de Voisey's Bay, au Labrador.
6. Procède à une expertise, pour le compte de Petro-Canada, relativement à une réclamation (1.3M \$) pour frais de retard et perte de productivité soumise par un entrepreneur en mécanique industrielle à sa raffinerie de Montréal-Est et témoigne comme expert devant un tribunal d'arbitrage.
7. Expert retenu par les procureurs de ING Assurances Inc en défense à une poursuite (2M \$) en responsabilité visant les administrateurs des Appartements Acadia dans leur gestion de la construction d'un garage souterrain sur leur propriété, au centre-ville de Montréal.

8. Participe à une étude sur la planification et le contrôle des coûts mandatée par la Commission d'analyse des projets d'implantation du CHUM/CUSM en rapport avec la construction des deux centres hospitaliers universitaires d'une valeur de 2.4 milliards\$, devant être entreprise à Montréal et est le co-auteur d'un rapport présenté à la Commission, le 6 février 2004.
9. Vérifie l'intégrité du processus de gestion de la construction de la nouvelle ambassade du Canada à Manille, aux Philippines, et rédige son rapport au Ministère des Affaires Extérieures et du Commerce International du Canada afin de permettre au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de valider le processus extraordinaire de gestion de ce projet de 5M \$ ayant fait l'objet de son approbation initiale.
10. Enquête, analyse, vérifie et rédige un rapport d'expertise indépendante pour le compte du Ministère des Affaires Extérieures et du Commerce International du Canada, relativement au processus d'approbation des changements employé lors de la construction de la nouvelle ambassade du Canada à Varsovie, Pologne (7,5M U.S.D.).
11. Produit une expertise dans le dossier de la cour, pour le compte de HEC Montréal, relative au processus employé par un entrepreneur général pour lui réclamer environ 2M \$ à titre de frais de retard, dans le cadre de la construction de son nouveau campus, à Montréal.
12. Analyse et rédige un rapport contenant ses recommandations à titre d'expert-conseil pour le compte de Construction Défense du Canada relativement à une réclamation pour frais de retards (500K \$) présentée par l'entrepreneur général pendant la construction d'une installation militaire sur une base aérienne en Nouvelle-Écosse.
13. Siège sur le comité aviseur du Vérificateur général du Québec pour les grands projets de construction.

Enseignement:

1. Cours annuel de 4 heures sur la médiation dans le cadre du Diplôme universitaire (DU) sur la médiation organisationnelle et économique, Centre de formation permanente (CFP) Université Paris II (Panthéon-Assas) depuis 2021.
2. Formation de 5 heures menant à l'accréditation des intervenants-experts sélectionnés par l'IMAQ pour intervenir sur les projets faisant partie du Projet pilote renouvelé du Président du Conseil du trésor visant à faciliter les paiements dans l'industrie de la construction, IMAQ/Université de Sherbrooke, 13 avril 2022.
3. Formation de 3 heures sur le continuum des modes de PRD contractuels dans le cadre des conférences offertes par la Fondation du Barreau du Québec, 9 décembre 2021
4. Atelier de formation de trois (3) heures sur les modes de prévention et règlement des différends de construction auprès de la Société des transports de Montréal (STM) en vue de la construction de la ligne bleue du métro de Montréal, Montréal, le 31 mai 2021.
5. Formation de 3 heures sur les systèmes de gestion de conflits dans l'industrie de la construction donnée avec Me Christian Crites auprès de l'Ordre des ingénieurs du Québec, Gatineau, 6 février 2020.
6. Atelier de formation de trois (3) heures sur les modes de prévention et règlement des différends de construction auprès de la Société des transports de Laval (STL), Laval, le 20 novembre 2019

7. Cours de trois (3) heures intitulé « *La prévention et le règlement des différends comme outil de gestion de projets* » donné avec madame Rosanna Eugeni, ingénieure, dans le cadre du colloque annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), Montréal, 6 mai 2019.
8. Atelier de formation de trois (3) heures sur les modes de prévention et règlement des différends de construction avec monsieur Jean-Claude Champagne, ing., Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), Ville de Québec, 1^{er} mai 2019
9. Formation d'une journée à l'intention des intervenants-experts faisant partie du répertoire de l'IMAQ pour régler les différends pouvant survenir sur les projets de construction publics choisis dans le cadre du projet-pilote décrété par Arrêté ministériel numéro 2018-01 du président du Conseil du trésor.
10. Chargé de cours pour quatre (4) cours sur les PRD dans le domaine de la construction dans le cadre du cours de maîtrise GES 827 de l'École de technologie supérieure de Montréal (ÉTS), automne 2017 et 2018.
11. Formation avancée de trois (3) jours (48 participants) et ateliers de sensibilisation de deux jours (à l'intention des avocats et magistrats) en médiation commerciale auprès du *Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation de Ouagadougou* (CAMC-O) au Burkina Faso, en décembre 2010. Ce projet résulte d'une collaboration entre l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ), Éducadroits International et l'Université de Sherbrooke, lesquels ont été choisis au terme d'un appel d'offres international lancé par l'*International Finance Corporation*, Groupe de la Banque Mondiale
12. Médiateur et membre du jury de médiation, avec deux juges et le directeur du programme de PRD de l'Université de Sherbrooke, lors du Concours international de plaidoirie et de médiation intitulé « Les 48 heures du droit de la santé » organisé par la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et qui a lieu pour la 1^{re} fois sur le continent américain.
13. Cours de trois (3) heures sur la médiation des différends de construction dans le cadre du cours de maîtrise sur le droit de la construction donné à la Faculté de droit de l'Université Laval à Québec, le 7 décembre 2009.
14. Formation de deux semaines, en mai 2009, à l'intention des 30 arbitres, 40 médiateurs/conciliateurs et 10 « staff » du *Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation* (CAMEC) de Cotonou, au Bénin. Ce programme résulte d'un partenariat entre l'Université de Sherbrooke et Éducadroits International, en collaboration avec la faculté de droit et de sciences politiques de l'université Abomey-Calavi de Cotonou, suite à un appel d'offres international lancé par le *Millenium Challenge Account-Bénin* (MCA-Bénin).
15. Programme de formation en médiation civile et commerciale au Sénégal offert en avril 2008 par l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ) et l'Université de Sherbrooke en partenariat avec le *Centre d'Arbitrage de Médiation et de Conciliation* (CAM-C) de Dakar et l'Université de Dakar. Le programme s'adressait à quelques 50 participants, représentants du ministère de la Justice, la magistrature, le Barreau de Dakar et les dirigeants des principaux acteurs économiques du Sénégal.
16. Cours de formation de deux (2) jours sur la rédaction de demandes de compensation additionnelles donné au sein du groupe Consultants Formation et Gestion pour le bénéfice de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec, Gatineau, janvier 2006.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Avocat, Médiateur Agréé et Arbitre Agréé

2003 – ce jour

SERGE PISAPIA, LL.M., C. Med., C. Arb.
Montréal, Québec, Canada

Consultant principal 2001-2003
BOTH BELLE ROBB LIMITÉE
Consultants en services de gestion de la construction, Montréal, Qc, Canada

Vice-président et Directeur de projets 1981-2002
LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION PISAPIA LTÉE
Entrepreneurs-généralistes et gérants de projets, Montréal, Qc, Canada

Avocat (litige commercial) 1978-1980
Mc ALLISTER, BLAKELY, TURGEON & HESLER
Avocats, Montréal, Qc, Canada

FORMATION ACADÉMIQUE

Maîtrise en droit (**LL.M.**) (Prévention et Règlement des Différends) 2008
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, Longueuil, Qc., Canada

Diplôme de 2e cycle de Prévention et Règlement des Différends (PRD), Faculté de Droit, 2006
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, Longueuil, Qc., Canada

1ère session de MBA 1980
Ivey Business School, UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO, London, Ont. Canada

Admission au Barreau du Québec, Montréal, Qc., Canada 1978

Baccalauréat en Droit (**LL.B**) 1977
UNIVERSITÉ LAVAL, Québec, Qc., Canada

Baccalauréat français (Sciences) 1974
COLLÈGE STANISLAS, Montréal, Qc., Canada

FORMATION CONTINUE

Formation de 3 jours menant au renouvellement de mon accréditation comme intervenant-expert, IMAQ/UdeS, avril-mai 2022.

Formation d'une journée sous le thème « Prêts pour la justice du 21^{ème} siècle? » donnée par le professeur Jean-François Roberge à l'intention des Gouverneurs de la Fondation du Barreau du Québec, décembre 2019.

90 heures de formation continue inscrites pour la période 2017-2019 sur le registre du Barreau du Québec.

Formation (40 heures) en arbitrage civil et commercial donnée par Me Olivier Després pour le Barreau du Québec, automne 2018.

Formation intensive (8 heures) sur la pratique, l'administration et la présidence des « Dispute Review Boards », *Dispute Resolution Board Foundation*, Seattle, Washington, Septembre 2011.

Formation (24 heures) sur la médiation transformative donnée par le professeur Baruch Bush de la faculté de droit de l'Université Hofstra de New York et Me John Peter Weldon dans le cadre du programme de formation continue du Barreau du Québec, Montréal, Avril 2011.

Forum mondial des centres de médiation (9 heures), Union Internationale des Avocats (UIA), Athènes, Grèce, Mars 2011.

“*East Coast Annual Professional Skills Program*”, Straus Institute for Dispute Resolution, Pepperdine University School of Law, *Mediating Complex Construction Disputes* (18 heures), Woodstock, Vermont, Octobre 2009.

« *The Evolution of the New Lawyer: Enhancing Our Skills as Negotiators and Advocates* », (8 heures), Professeure Julie Macfarlane de la faculté de droit de l'Université de Windsor, Groupe de Droit collaboratif du Québec et le Comité de la Justice Participative du Barreau du Québec, Octobre 2009

Cours de formation pratique en droit de la construction (3 cours de 3 heures), Association du barreau canadien, division Québec, section droit de la construction, Montréal, novembre décembre 2005.

Multiplés déjeuner-conférences organisés par les sections de droit de la construction et de prévention et règlement des différends de l'Association du barreau canadien, division Québec, Montréal.

Séminaire de formation sur la médiation en matières civile et commerciale (40 heures), Me Serge Roy, Service de la formation permanente, Barreau du Québec, 2002- 2003

DISTINCTIONS

Fellow du Collège canadien des avocats en droit de la construction (CCAC), 2022

Lauréat du **prix national d'excellence Lionel J. McGowan** pour l'année 2020 décerné par l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada (IAMC/ADRIC).

Apparaît à la liste des « **Ambassadeurs ayant marqué l'histoire de la justice participative** » incluse dans le livre *La justice participative – Fondements et cadre juridique* du Professeur Jean-François Roberge, 2019 Thomson Reuters Canada Limitée.

ACCRÉDITATIONS ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

International Mediation Institute (IMI)

Méiateur certifié depuis 2009

Institut d'Arbitrage et de médiation du Canada Inc. (ADR Institute of Canada Inc.)

Méiateur Agréé (Med.A. / C.Med.) et Arbitre Agréé (Arb.A. / C.Arb.) depuis 2009

Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)

Méiateur accrédité et Arbitre accrédité depuis 2003 – accréditation conjointe avec l'Université de Sherbrooke

Intervenant-expert accrédité

Président du Conseil de 2009 à 2011

Président des comités Construction et Regroupement PRD de 2004 à 2009

Membre de la table sectorielle de construction

Membre du sous-comité chargé de conseiller le Secrétariat du conseil du trésor du Québec dans le développement et la mise en œuvre du processus d'intervenant-expert prévu à son Arrêté ministériel 2018-01

Barreau du Québec

Médiateur et arbitre accrédité en matières civiles et commerciales depuis 2002

Membre du comité sur la justice participative de 2004 à 2009

Gouverneur de la Fondation du Barreau du Québec

Association du barreau canadien (ABC)

Président de la section nationale de prévention et règlement des différends (PRD) (2007- 2008)

Membre du comité de direction de la section PRD, division Québec, depuis 2009.

Collège canadien des avocats en droit de la construction (CCAC),

Fellow depuis 2022.

Membre du Comité d'Arbitrage et de Médiation depuis 2024

Dispute Resolution Board Foundation (DRBF)

Membre formé dans l'administration, la pratique et la présidence des *dispute boards*, de 2010 à 2020.

PUBLICATIONS

1. "The Current State of Implementation of Private Dispute Prevention and Resolution Processes (PDPRS) in the Quebec Construction Industry", *The Journal of the Canadian College of Construction Lawyers*, 2024.
2. « Le rôle de l'avocat accompagnateur dans les médiations du domaine de la construction » dans Hélène de Kovachich et al., *Participer à la médiation*, Montréal, Lexis Nexis Canada, 2024, no.5.1
3. Article intitulé « Les avantages de s'entendre – La médiation, un moyen efficace de règlement des conflits », Magazine Constas de l'ACRGQTQ, Dossier spécial Congrès 2024, Hiver 2023-2024 / Numéro 66 / 17^{ème} année.
4. Membre du comité aviseur de la Fondation du Barreau du Québec pour la rédaction du deuxième tome de son guide « *Votre conflit - Vos solutions – En Affaires* » portant sur les conflits d'affaires publié en

octobre 2021. (https://www.fondationdubarreau.qc.ca/wp-content/uploads/2021/10/Guide-Votre-conflit-vos-solutions-en-affaires_version-web.pdf.)

5. Article sur les comités de règlement des différends publié dans la *Lettre des Médiations* dont le numéro 4 de novembre 2017 portait sur la médiation interentreprises dans le monde francophone.
6. Co-auteur du *Guide des modes de prévention et de règlement des différends pour la construction* publié par l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ) en mai 2017. (<http://imaq.org/wp-content/uploads/2017/10/IMAQ-Guide-construction-WEB.pdf>)
7. Co-auteur du mémoire de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ) présenté à la Commission Charbonneau en juin 2014. (<http://imaq.org/wp-content/uploads/2014/07/Mémoire-Commission-Charbonneau-déposé-19-juin-2014.pdf>)
8. Article intitulé « *Le comité de règlement des différends – Un modèle d'application du concept de « Standby Neutrals* », Magazine Constas de l'ACRGQTQ, numéro 20, page 53, Juin 2012.
9. « *À quand l'introduction des « standby neutrals sur les projets de construction au Québec?* », IMAQ, bulletin Résolution, 14 février 2011
10. Article intitulé « *Expérience québécoise dans l'implantation des modes de PRD reliés aux travaux de construction* » 2008 Revue de Prévention et de Règlement des Différends, Volume 6, Numéro 2, Éditions Yvon Blais.
11. Essai de maîtrise en PRD intitulé « *Expérience québécoise dans l'implantation des modes de PRD reliés aux travaux de construction* », Université de Sherbrooke, Avril 2008
12. Rédacteur du bulletin *POSSIBILITÉS* publié par la section nationale de prévention et règlement des différends de l'Association du Barreau canadien, de 2005 à 2008.

CONFÉRENCES

2024

1. « *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les PRD ... mais n'avez jamais osé demander* », panel avec Isabelle Marier, ing. et Me Marie-Claude Martel modéré par Me Louis-Martin Richer dans le cadre des *Journées stratégiques – Enjeux dans la Construction*, Open Forum Ouvert, Montréal, novembre 2024.
2. « *Are Dispute Boards working in Canada?* », panel animé par Duncan Glaholt et incluant Doug Jones, Jean van der Lee, Brendan Bowles et Chris O'Connor, Congrès annuel du Collège canadien des avocats en droit de la construction, Montréal, mai 2024
3. « *Règlement de différends : quelles sont vos options avant les tribunaux* », 80^{ième} congrès annuel de l'ACRGQTQ, Québec, Québec, 24 janvier 2024.

2023

4. Membre de la délégation québécoise participant au programme des visites d'étude comparative sur les rôles de l'avocat et du juge en matières de modes alternatifs de règlement des différends en France et au Québec, Association du barreau canadien (Québec) et Conseil national des Barreaux de France, octobre 2023.

2022

5. Membre du comité aviseur pour la programmation de la *Journée d'études sur les réclamations sur contrats* (JERC) organisée annuellement par la Faculté de sciences et génie de l'Université Laval à Québec, mandat de 3 ans à compter de 2022.
6. Participe à un panel de trois conférenciers sur le processus d'« adjudication » à travers le Canada, Symposium virtuel de 2022, ADRBC, 7 juin 2022.
7. Anime un panel de 6 experts sur les coûts inhérents aux conflits de construction dans la cadre de la 21^{ème} *Journée d'étude sur les réclamations sur contrats* de l'Université Laval, 16 février 2022

2021

8. Membre d'un panel présentant un « *Survol des régimes de paiement rapide au Canada* », Symposium en ligne de l'ABC sur le droit de la construction et des infrastructures, Association du barreau canadien, 25 octobre 2021.
9. Conférence par webinaire sur la *médiation des différends reliés à l'exécution des travaux de construction sur les projets majeurs* donnée dans la cadre de la formation intitulée *Rendez-vous de la médiation civile, commercial et travail 2021* offerte par le Barreau du Québec en compagnie de l'Honorable Louise Otis, le Sénateur Pierre J. Dalphond et l'Honorable François Rolland.

2020

10. Présentation par vidéoconférence sur les modes de PRD applicables aux projets de construction auprès de la Banque de l'Infrastructure du Canada en compagnie de Me Sophie Truesdell-Ménard et monsieur Jacques Ste-Marie, ing., Montréal, 31 mars 2020.

2019

11. Présentation sur les modes de règlement en temps réel des différends de la construction, rencontre de travail entre le comité de règlement des différends de l'ACRGQTQ et Hydro-Québec, Montréal, 18 novembre 2019.
12. Présentation sur les modes de PRD en construction, Fédération de chambres de commerce du Québec (FCCQ), comité des infrastructures, Montréal 15 novembre 2019.
13. « *S'inspirer du droit de la construction pour intégrer la justice participative* » conférence donnée avec Me Sophie Truesdell-Ménard et Me Olivier Kott, Ad.E. dans le cadre de la 12^{ème} Table Ronde sur la justice participative organisée par le Barreau de Montréal, Montréal, 17 octobre 2019.
14. « *Techniques de négociation* », conférence donnée avec l'honorable François Rolland, ancien juge en chef de la Cour Supérieure du Québec, dans le cadre des déjeuners-causerie organisés par la section des jeunes juristes de l'Association du barreau canadien, Montréal, le 14 juin 2019.
15. « *Nouvelles tendances dans les méthodes alternatives de règlement des différends* », Droit de la construction au Québec- Bilans et perspectives, Conférence annuelle DeDrandpré Chait, Montréal, 19 mars 2019.
16. Entrevue d'une (1) heure sur l'arbitrage à la radio de Radio Ville Marie (Radio VM - 93,1 FM) dans le cadre d'une série intitulée « *Les nouvelles justices* », Montréal, 4 mars 2019

17. « *PRD à la carte- Choisir et adapter le mode privé de règlement le plus adéquat* », conférence avec Me Sophie Truesdell-Ménard et Me Pascale Dionne-Bourassa dans le cadre des déjeuners-causerie de l'Association du barreau canadien, Montréal, 27 février 2019
18. « *De la fiction à la réalité : l'arbitrage en Ontario, au Royaume-Uni et au Québec et son incidence sur le GC* » conférence avec messieurs Melvyn A. Lees et Matt Ainley, Congrès annuel de la Corporation des entrepreneurs-généralistes du Québec (CEGQ), Québec, 21 février 2019.

2018

19. « *L'impératif du règlement en temps réel des différends de construction* », panel de conférenciers avec Me Sophie Truesdell-Ménard et monsieur Jean-Claude Champagne, Conférence annuelle de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada (IAMC), Montréal, 23 novembre 2018.
20. « *Les PRD pour un règlement rapide et efficace des réclamations pour retards* », Journées d'étude sur les délais de construction, Regroupement Consultants en Gestion de Construction Inc. (CGC) et Kamaï Évènements, Québec le 14 novembre et Montréal le 21 novembre 2018.
21. « *La médiation dans le monde des affaires* », Clinique de médiation de l'Université de Montréal, Montréal, 30 octobre 2018
22. Participation à la 1^{ère} édition des « *Rendez-vous des Influenceurs en PRD* » facilité par le G-PRD de l'Université de Sherbrooke, Longueuil, 10 mai 2018.
23. « *La pratique de la médiation, perspective du médiateur* », Clinique de médiation de l'Université de Montréal et ReForMa, Montréal, 28 mars 2018

2017

24. Co-conférencier avec Me Olivier Després pour une conférence sur l'arbitrage donnée dans le cadre de la *Superconférence sur la construction* de l'Institut canadien, novembre 2017.
25. « *Les modes privés de prévention et de règlement des différends de construction selon la perspective du nouveau Code de procédure civile* », CEGQ, 20^{ème} congrès annuel, Québec, 16 février 2017.

2016

26. « *Les modes privés de prévention et de règlement des différends de construction selon la perspective du nouveau Code de procédure civile* », panel d'experts avec Me Olivier Kott et Me Sophie Truesdell-Ménard, *Superconférence sur la construction*, Institut canadien, octobre 2016.
27. « *Les Comités de règlement des différends* », présentation conjointe avec M. Gerald McEniry (Revay) au Congrès annuel de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ), Mont-Tremblant, février 2016.

2015

28. « *Régler votre dossier de construction en médiation* », Conférence conjointe avec Me Nathalie Mercier-Filteau (WSP) dans le cadre de la *Superconférence sur la construction*, Institut canadien, Montréal, novembre 2015.
29. Modérateur à la Table ronde de l'IMAQ tenue en mars 2015 sur les PRD dans la construction et auteur du compte-rendu des échanges.

2014

30. « *La médiation et l'arbitrage avec les entités publiques* », Congrès annuel de la Corporation des Entrepreneurs généraux du Québec, Québec, février 2014

2013

31. « *Stratégies pour résoudre les conflits et différends entre les différents intervenants/parties au contrat de construction* », conférence conjointe avec Me André Simard et Me John Peter Weldon, *Superconférence sur la construction*, Institut canadien, Montréal, 28 novembre 2013
32. « *Le règlement des différends de construction* », conjointement avec M. Jacques Falardeau, ing. et Me Howie Clavier, avocat, Conférence organisée par Devis de Construction Canada, Montréal, 18 septembre 2013.
33. « *La médiation et l'arbitrage avec les entités publiques* », Gestion des litiges dans le domaine de la construction, Institut canadien, Montréal, avril 2013.

2012

34. « *Les stratégies pour résoudre les conflits lorsque vous travaillez avec un donneur d'ouvrage public* », *Superconférence sur la construction*, Institut canadien, Montréal, 27 novembre 2012
35. « *L'arbitrage : toujours la meilleure solution pour résoudre les litiges dans le domaine de la construction?* », Insight, Quatrième édition du Forum sur la construction, 1^{er} octobre 2012, Montréal.

2011

36. « *Les PRD comme outils de gestion de projet* », conjointement avec Me Jeffrey Edwards et Me Howie Clavier, Matinées PMI (Project Management Institute), Montréal, 2 novembre 2011.
37. « *Les différents modes d'application du concept de « standby neutral » appliqués à un projet de construction* », Colloque en droit de la construction, Université Laval, Québec, 28 octobre 2011.
38. « *Analyse du risque en construction : Contrats : partage et transfert de risque* », conférence donnée conjointement avec Me Olivier Kott (Norton Rose) dans le cadre de l'évènement *Grandes Rencontres* organisé par Contech à Montréal le 2 juin 2011.
39. « *Comités de règlement des différends développés spécifiquement pour prévenir et résoudre les différends "en temps réel" sur un projet* ». PMI Montréal, communauté de pratique construction, Montréal, le 10 mai 2011.
40. « *Une vision poussée et audacieuse des modes alternatifs de règlement des conflits: les modèles américains et internationaux fonctionnent à merveille; adaptons-les au marché québécois* » Formation sur la gestion des réclamations et litiges dans le domaine de la construction, Institut canadien, Montréal, 12 avril 2011.
41. « *Le Dispute Resolution Board : au autre outil efficace pour réaliser un projet sans litige* », présentation avec Gerald McEniry (Revay), Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ), Montréal, 16 mars 2011.

42. *"Les Dispute Review Boards: un autre moyen développé par les acteurs mondiaux de l'industrie pour régler efficacement leurs différends en cours de projet"*, Congrès annuel de la CEGQ, Montebello, 17 février 2011.

2010

43. *Les "Dispute Resolution Boards" à la québécoise; démontrent-ils de véritables pistes de solutions pour satisfaire vos délais, vos budgets et vos obligations contractuelles?"*, Superconférence sur la construction, Institut canadien, Montréal, 16 novembre 2010.

44. « *Comment assister adéquatement son client dans un processus de règlement non judiciaire de conflits : la médiation civile et commerciale* », conférence donnée conjointement avec Me Jean Marois, dans le cadre du congrès annuel de l'Association du Jeune Barreau de Montréal (AJBM), le 13 mai 2010.

45. « *Prévention et règlement en « temps réel » des différends de construction* », Conférence sur la Gestion des litiges dans l'industrie de la construction, Institut canadien, Montréal, 5 mai 2010.

46. « *L'évaluation impartiale appliquée dans le règlement des différends relatifs aux travaux de construction: Les « Dispute Resolution Boards* », conférence conjointe avec M. Gerald McEniry, ing., de Revay & associés organisée par l'Association du barreau canadien Montréal, mars 2010.

47. « *Le Règlement des différends reliés aux travaux de construction* », conférence présentée à la communauté de pratique construction du *Project Management Institute* (PMI), les 29 septembre 2009 et 9 février 2010, à Montréal.

2009

48. « *Comment assister adéquatement son client dans un processus de règlement non judiciaire de conflits : la médiation civile et commerciale* », Atelier donné conjointement avec Me Jean Marois, dans le cadre du congrès annuel du Barreau du Québec à Montréal, en mai 2009.

49. « *Échec des négociations : la guerre est-elle inévitable ?* », 8e journée d'étude sur les réclamations sur contrats, Université Laval, Montréal, janvier 2009.

2008

50. « *La médiation, une alternative de choix pour régler les litiges* », 4^e cours « Réclamations en construction », Centre de conférences Federated Press, Montréal, Novembre 2008.

51. « *La médiation, démarche préférable au tribunal ?* » conférence donnée pour le Barreau du Québec dans le cadre du Salon de la Copropriété, Palais des Congrès, Montréal, Novembre 2008

52. « *Building abroad – procurement of construction and reconstruction projects in the international context* » membre d'un panel d'expertise dans un atelier donné dans le cadre de la conférence organisée par le Groupe de Recherche grif et la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, Montréal, Octobre 2008.

53. *Les modes alternatifs de règlement des litiges : profession médiateur*, Midi conférence, Centre de développement professionnel et de placement en droit, UQAM, Montréal, 24 septembre 2008.

54. « *Le rôle d'un médiateur : jusqu'où un médiateur peut-il intervenir ?* » dans un panel avec Me André Ladouceur et Me Dominique Bourcheix, Association du Barreau canadien Montréal, février 2008.

2006

55. « *Au-delà de la médiation et de l'arbitrage; la rencontre préalable de règlement (« convening »), l'évaluation neutre (« early neutral evaluation ») et l'équipe de prévention et de règlement des différends (« partnering »)*. conjointement avec Me Jean H. Gagnon, Association du barreau canadien, Montréal, décembre 2006.
56. « *Les modes de prévention et résolution des différends (PRD) propres à l'industrie de la construction »*, Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ), Montréal, juin 2006

LANGUES PARLÉES ET ÉCRITES

Français, anglais, italien.